

Gagnez une
smartbox
« rentrée sociale »
Grand choix de pétitions,
rassemblements, grèves ...

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 6 septembre 2011

Pas question de payer leur dette !

La rentrée s'annonce salée. Avec d'abord, les 16 000 suppressions de postes programmées en 2011 dans l'Éducation nationale. Alors que le nombre d'élèves augmente dans les collèges et lycées, il y aura moins d'enseignants pour les accueillir ! D'où des fermetures de classes et d'écoles.

L'austérité, c'est aussi celle que subissent les familles qui doivent faire face aux frais de la rentrée. Le chômage est encore à la hausse, la précarité partout, les salaires sont à la traîne. Les budgets des familles sont restreints et cela se sent !

Mais pour Laurence Parisot, la patronne du MEDEF, il y a une « *super bonne nouvelle* » en ce début septembre : c'est que les entreprises du CAC 40 ont annoncé 46 milliards de bénéfices pour le premier semestre 2011. Même quand la bourse fait pâle figure, les profits des grandes entreprises sont bien là.

La « règle d'or » dont nous parle Sarkozy, soi-disant pour en finir avec les déficits, c'est l'austérité pour les classes populaires, la casse des services publics et toujours plus de profits pour les exploiters.

L'assistance aux riches, la rigueur aux pauvres

Quand il fallait venir au secours des banquiers en 2008, Sarkozy avait annoncé des centaines de milliards d'euros pour assister les financiers. Même chose pour les patrons de l'automobile, fermement aidés par des prêts et des subventions après 2008. Des aides qui n'empêchent pas ces patrons de programmer des fermetures d'usines et des suppressions d'emplois, comme le fait PSA !

Quand aux riches, ils ont été plus que gâtés par les ristournes fiscales accordées ces dernières années : après le bouclier fiscal, une baisse substantielle de l'ISF...

Cette fameuse dette publique provient de toute cette politique au service des bourgeois, à qui l'Etat a demandé chaque fois moins, et a donné toujours plus ! Sans aucune contrepartie. Pourquoi les travailleurs devraient-ils donc payer pour éponger leur dette ?

Cette fois, Fillon a certes prévu dans son plan de rigueur annoncé en août une « contribution » des plus riches. Une aumône en fait. Quelques milliers de très riches seront soumis à une taxe dite « exceptionnelle » de 3 %, qui devrait rapporter 200 millions d'euros. Une goutte d'eau dans le plan Fillon de 12 milliards ! Bien plus importante sera la mesure touchant les mutuelles, d'un milliard d'euros, qui devrait se répercuter sur les salariés comme hausse des cotisations. Sans oublier la taxation de certains produits : tabac, alcool et aussi colas et autres sodas sucrés.

Du Chili à la Grèce, de la Syrie à Israël, la montée de la colère

Alors que leur système se révèle de plus en plus destructeur et instable, les capitalistes sont moins que jamais disposés à sacrifier leurs profits. En se servant du prétexte de la réduction de la dette, les gouvernements entendent bien continuer à faire payer les travailleurs. Ils programment l'aggravation du chômage, des bas salaires, des plans de licenciement, des coupes dans les services publics.

Mais cette politique, la même dans toute l'Europe et au-delà, les travailleurs n'ont aucune raison de l'accepter. Dans plusieurs pays, la colère s'est exprimée, comme en Espagne, en Grande-Bretagne, en Grèce, dans le monde arabe, au Chili et en Israël...

C'est la voie à suivre. Seule la lutte pourra assurer la défense des conditions de vie des salariés et des classes populaires. Il est vraiment temps que les capitalistes qui se sont enrichis sur notre dos payent !

Des cadeaux qui fâchent

Sur le modèle des Bravos-DIM, la Direction de l'Ingénierie Véhicule (DIV) lance un « *dispositif de reconnaissance* » : à défaut de promo ou d'augmentation, votre chef d'UET pourra vous récompenser avec un coffret Smartbox panier-gourmand (prix public 59,90 €) ou loisir/détente (39,90 €), des chèques cadeaux ou un prêt de véhicule pour le week-end.

En plus, c'est à la tête du client. Enfin pour ceux qui accepteront qu'on se paye leur tête bien sûr.

Volontaires désignés d'office

Présence obligatoire, formation décidée par l'employeur mais décomptée du Compte Epargne Formation (CEF) : les métiers Days sont de retour !

Pour que personne n'y échappe et pour faire croire que c'est le salarié qui est demandeur, certaines directions demandaient même que le salarié s'inscrive dans Syform durant une bilat avec son chef. Bonjour l'ambiance.

La marque sans losange

Encore planté. Après les vrais-faux espions, le vrai-faux déménagement : la direction a arrêté le Projet Renault Losange lancé fin 2008. Celui-ci visait notamment à regrouper 4000 salariés de Rueil, Boulogne et du Plessis au Technocentre.

Personne ne s'en plaindra. Sauf 168 salariés qui ont engagé des démarches pour se rapprocher, dont plusieurs dizaines qui ont déménagé ou changé leurs enfants d'école. Quand là haut ça branle dans le manche, ce sont ceux d'en bas qui trinquent.

Les piégés du PRV

En 2008 et 2009, la direction a incité de nombreux salariés de plus de 56 ans à partir dans le PRV (Plan Renault Volontariat), leur assurant qu'ils toucheraient les ASSEDIC jusqu'à leur retraite. Mais avec l'aggravation des critères d'âge et de cotisation, plusieurs centaines d'entre eux nés entre 1952 et 1954 seront en fin de droit avant la retraite.

Grand prince, le DRH France de Renault, Jean Agulhon, leur a promis d'« *examiner la possibilité d'une mission temporaire* » après leur chômage. Le minimum, ce serait qu'ils soient indemnisés jusqu'à la retraite sans devoir retourner au travail à 60 ans.

Fantasma de patron

Renault a dû renoncer à sa publicité pour la Twingo Miss Sixty. Elle montrait une femme choisissant parmi des hommes suspendus à des cintres celui qui s'accorde le mieux à sa voiture. Le jury de déontologie et l'autorité de régulation publicitaire l'ont jugée dégradante pour la personne humaine et incitant à des pratiques dangereuses.

Après les femmes et les hommes objets, il reste à interdire les salariés objets chez Renault.

Des revenus toujours pas revenus

La rentrée, c'est le moment où on reçoit son avis d'impôt sur le revenu et où le salarié Renault constate une nouvelle fois que ses revenus 2010, s'ils ont remonté un peu par rapport à 2009, sont toujours inférieurs à ceux de 2008, voire de 2007.

Les prix, eux, n'ont pas suivi la même courbe. Un sérieux rattrapage de salaire s'impose !

Nouveau record de profits

Le bénéfice net de Renault au 1^{er} semestre 2011 a battu un nouveau record : 1,25 milliards d'euros, soit 52 % de plus qu'au 1^{er} semestre 2010.

De quoi financer largement une augmentation d'au moins 300 € par mois pour tous.

La fonderie du Poitou en grève

Les salariés de la Fonderie du Poitou, vendue par Renault en 1999, sont en grève depuis vendredi 2 septembre contre un plan de « *compétitivité* » : baisse de salaire de 15%, passage de 38h50 à 35h pour les ouvriers (soit 8% de baisse de salaire supplémentaire), perte de 14 RTT pour les ETAM.

Leur direction les menace d'un plan social s'ils ne plient pas. Un chantage inacceptable.

Prime à la casse nouvelle version

L'Union européenne va verser 24,5 millions d'euros à Renault au titre du financement du PRV, ce plan social qui lui a permis de se débarrasser de 4400 salariés. Renault se fait ainsi rembourser une grande partie de ses dépenses en mesures d'accompagnement ou en sociétés de conseils.

Une véritable prime à la casse de l'emploi, et financée par les contribuables.

Le livre censuré par Renault

Renault a posé ses conditions aux quatre faux espions : pour garder leurs indemnités de réparation, ils ne doivent pas en dévoiler le montant. Même Balthazard a dû renoncer à écrire ses mésaventures et rompre son contrat d'édition. Pourquoi : la réalité est encore pire que ce qu'on sait déjà ?

Le rêve de salariés toujours plus low cost

« *Togliatti peut devenir un centre automobile moins cher et plus efficace que la Roumanie* » d'après le président d'Avtovaz, Igor Komarov. Bruno Ancelin, le directeur de Renault en Russie, s'est lui aussi réjoui des « *faibles coûts de production* » et de la « *bonne formation du personnel* » russe lors de la présentation de la plateforme Logan en juillet dernier.

Komarov, décoré de la légion d'honneur en 2011 par l'ambassadeur de France, a déjà réduit de moitié les salaires et mis à la porte 30 000 salariés en deux ans, soit 30 % des effectifs. Mais les travailleurs russes n'ont pas dit leur dernier mot.